

Front de gauche Un état des lieux encourageant ?

LOUIS WEBER

La première assemblée générale du Front de gauche, le 6 septembre dernier, apparaissait à beaucoup comme la réunion de la dernière chance, après les tensions et les controverses de l'été (plus exactement de la période qui avait précédé et suivi les élections municipales du printemps, puis les élections européennes du mois de mai)¹. Depuis lors, « le climat s'est apaisé » comme il a été constaté au cours de la deuxième assemblée générale le 7 décembre 2014 et les participants ont noté qu'une dynamique nouvelle devenait perceptible, même si le Front de gauche n'échappe pas au discrédit frappant tous les partis à tort ou à raison assimilés au « système ».

La période a en effet été marquée par quelques initiatives qui, dans le climat d'apathie qui règne dans le mouvement social, ont eu un certain écho.

Certes, on reste encore pour l'essentiel sur la défensive, contre la politique d'austérité, sans vraiment, comme cela commence à être le cas dans d'autres pays, que le Front de gauche incarne dans l'opinion publique une option alternative crédible sur le plan écono-

mique et social. On est loin par conséquent de la situation de la Grèce, où Syriza serait en passe de pouvoir gouverner le pays, à en croire en tout cas les plus récents sondages. Loin aussi du cas de l'Espagne où Podemos, le parti issu du mouvement des *Indignados*, est, après seulement quelques mois d'existence, en position dominante non seulement à gauche mais aussi sur la totalité du spectre politique², passant devant les compères historiques du bipartisme espagnol (sociaux-démocrates du PSOE et conservateurs du Parti populaire). Certes, il faut tenir compte du fait que la configuration politique espagnole est très différente de celle de notre pays³. Loin

1. Voir Louis Weber, « Front de gauche. Refondation ? Relance ? » in *Savoir/agir*, n° 29, septembre 2014.

2. « Espagne : Podemos donné en tête dans un sondage pour la première fois », *La Tribune*, 2 novembre 2014.

3. Ce qui fait dire à Paul Iglesias, un des dirigeants de Podemos, en réponse à un appel lancé par 8 organisations de gauche (dont un ancien dirigeant de Izquierda Unida) que « tous ceux qui pensent, même avec les meilleures intentions du monde, que la solution politique au problème de l'Espagne est un front des gauches se trompent. Nous travaillons pour le

même de la situation en Allemagne, où malgré un certain tassement aux élections européennes, *Die Linke* vient de gagner une bataille politique qui était aussi une bataille d'image en prenant la tête d'un gouvernement rouge-rouge-vert dans le jargon politique allemand en Thuringe⁴.

Un mouvement social plus combatif ?

En France, les manifestations du 15 novembre ont montré que le collectif d'abord dit du 12 avril (journée de manifestations contre le pacte de responsabilité et pour une alternative aux politiques d'austérité), puis renommé collectif 3A (pour Alternative Anti Austérité), a été capable d'une certaine permanence. Ce collectif note que, « dans un moment difficile pour les mobilisations, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Paris et de 37 autres villes

changement politique [...] et parions sur l'unité populaire, non pas l'unité de sigles ». Ce qui a un air de parenté avec certaines déclarations du Parti de gauche. Voir « Podemos refuse par un "un non absolu" de s'intégrer dans un front des gauches », *20 minutos*, 29 septembre 2014.

4. Dans *Le Monde* du 21 novembre 2014, sous le titre « Des héritiers du parti au pouvoir dans l'ex-RDA à la tête d'une région allemande », Frédéric Lemaître, le correspondant du quotidien à Berlin, en donne une lecture très politicienne et tendancieuse, omettant notamment le fait que Bodo Ramelow, le ministre-président, est originaire de l'Ouest et que *Die Linke* résulte de la fusion d'un parti d'origine est-allemande effectivement issu du parti au pouvoir en RDA mais aussi d'une organisation, la WASG, dont les membres, et parmi eux l'ancien ministre des Finances social-démocrate Oskar Lafontaine, venaient essentiellement d'Allemagne de l'Ouest. Sous le titre « Thuringe : La gauche allemande se redécouvre », *Médiapart* du 7 décembre en donne une tout autre lecture et y voit un « tournant dans la politique allemande ».

de France, porteurs du refus de l'austérité et du rejet des politiques gouvernementales et patronales actuelles. Dans le même temps, ils ont exprimé leur aspiration à construire une alternative sociale, écologique, politique et démocratique. »⁵

Ce collectif peut être aujourd'hui considéré comme « un cadre unitaire très vaste d'opposition aux politiques gouvernementales et patronales et de production d'alternative »⁶. Il se réunit en effet de façon presque hebdomadaire. Ce qui lui a permis d'organiser en son nom propre la journée du 15 novembre, alors que celle du 12 avril l'avait été par le Front de gauche. Ce n'est pas un détail : les initiatives futures seront en effet ainsi l'émanation d'un cadre unitaire beaucoup plus vaste, politique, associatif et syndical, avec des organisations et personnalités politiques bien au-delà du Front de Gauche (NPA, Nouvelle Donne, Gauche des Verts) et de nombreuses associations dans des secteurs variés (Copernic, Attac Convergence services publics, Femme Égalités, Osons le Féminisme, l'association pour l'emploi, l'information et la solidarité avec les chômeurs et les précaires (APEIS), le mouvement national des chômeurs et des précaires (MNCP), Droit au logement DAL). C'est, pour l'instant en tout cas, un peu plus difficile côté syndicats. Malgré les débats qui agitent les organisations, de nombreux syndicats et fédérations CGT (du public comme du privé), des syndicats FSU et Solidaires, ont cependant appelé au 15 novembre, même si

5. Voir son site : <http://www.collectif3a.org/>

6. Selon les termes d'un exposé présenté par Sarah Legrain (Parti de gauche) à l'assemblée générale du Front de gauche du 7 décembre.

leurs confédérations se sont abstenues de le faire.

Pour Sarah Legrain, « il existe et a existé de nombreux collectifs unitaires, mais celui-ci présente un caractère inédit, et pas seulement par la diversité de ses composantes. Sa force est aussi son inscription dans le temps long et sa thématique globale à la fois très claire et très large, celle de l'alternative à l'austérité sous toutes ses formes. Cela devrait lui permettre d'articuler de grandes mobilisations de riposte aux diverses attaques du gouvernement et du patronat et une construction idéologique collective avec la production de propositions communes. La journée de travail organisée le 21 juin dernier a posé les bases de cette dimension positive, en réunissant des militants syndicaux, associatifs et politiques pour discuter autour de l'urgence sociale, des finances, des services publics, des collectivités territoriales, de l'emploi, de la démocratie dans l'entreprise, de la transition écologique. [...] Le Front de Gauche doit donc préserver et consolider ce cadre unique : le seul réunissant actuellement autant de forces autour de l'opposition aux politiques menées, et ayant déjà montré sa capacité de co-construction et de mobilisation commune d'ampleur nationale. Il faudra sans doute veiller à lui laisser un champ d'action spécifique, et à promouvoir son développement : essai-mage sur le territoire, élargissement du côté des organisations comme de la participation citoyenne »⁷.

Le souci d'élargir le Front de gauche est très visible ici, comme dans la plupart des textes récents émanant de ses diverses composantes. Les récentes

élections municipales et européennes sont passées par là, signant sans doute la fin du rêve de devenir très vite la première force à gauche et d'agglutiner ainsi les forces progressistes autour du seul Front de gauche.

Des assises nationales en 2015

La présentation, au cours de la même assemblée générale, des « Assises » (le nom exact reste à déterminer) prévues pour 2015 témoigne de la même préoccupation. Pour Marie-Pierre Vieu (Parti communiste) qui a introduit le sujet, en effet, « si le Front de gauche se positionne comme initiateur de ce processus, s'il doit y jouer un rôle moteur et fédérateur pour assurer les conditions de la réussite de cette démarche, nous visons cependant à un rassemblement qui dépasse de loin les frontières du Front de gauche, même dans une conception de Front de gauche élargi et renforcé dans sa composante citoyenne. Pourquoi ? Parce qu'affirmer une alternative à vocation majoritaire à la politique Valls/Hollande, aux choix d'austérité et options libérales, appelle à démultiplier les lieux d'échange, de confrontation et de mise en commun avec les forces, courants et personnalités politiques et sociales qui sont en recherche de ce côté-là. Il doit tenir compte des différences d'expériences et de positionnements des partenaires possibles en favorisant une co-construction sans raccourcis, dans le respect de chacun, du degré possible de son implication, des débats qui ne manqueront pas de jaillir, dont un premier, récurrent, auquel nous avons été confrontés, dès la réunion exploratoire pour la création d'un comité de pilotage de l'initiative : la manière dont

7. Sarah Legrain, *Ibidem*.

nous articulons la dimension sociale et politique dans notre démarche. »

Bien sûr, la question électorale n'est jamais bien loin, surtout en une période où les échéances vont se multiplier : départementales en 2015, régionales peu de temps après (en principe en 2015 mais le gouvernement n'en a pas encore fixé la date), présidentielle en 2017. Elle a fait les ravages que l'on sait au Front de gauche au cours de l'année qui se termine. Mais, de façon moins conjoncturelle, elle est source de tensions avec les organisations du mouvement social, soucieuses à juste titre de ne pas être entraînées dans une dynamique qui reviendrait en fin de compte à servir une visée électorale. Ce qui conduit Marie-Pierre Vieu à préciser que « la réussite du processus (des Assises) n'est pas conditionnée à un accord sur les questions de stratégie électorale pour les élections à venir ». À quoi elle s'empresse cependant d'ajouter que « on ne peut taire qu'il s'agit aussi de peser sur des convergences possibles dans le champ politique, dès 2015 mais également dans la perspective de 2017. »⁸

Quel dispositif concret ? Une réunion de présentation de ces assises a eu lieu le 25 novembre. Elle a vu bien sûr la participation des composantes du Front de gauche, mais aussi de membres d'Europe-Écologie, d'Attac, de Copernic, de la CGT Finances, de la FSU, des mouvements de chômeurs. Nouvelle Donne était excusée. La rencontre a été l'occasion de discuter de la pertinence d'une telle initiative et d'en explorer les contours possibles. D'autres réunions plus restreintes ont eu lieu depuis, pour

rédiger un Appel et préparer un processus qui devrait se poursuivre pendant le premier semestre de 2015. L'enjeu principal sera de réussir à multiplier les débats et à susciter l'implication citoyenne la plus forte possible. Ce qui devrait conduire à solliciter très largement les acteurs politiques, sociaux, associatifs, culturels, intellectuels, à partir des préoccupations, interrogations et paroles citoyennes.

L'enjeu est aussi (d'abord ?) « culturel » pour tenter de soulever la chape de plomb idéologique qui pèse aujourd'hui sur la société à travers la domination sans partage du libéralisme, qu'il soit incarné par les forces conservatrices ou par la social-démocratie. Le projet d'appel précise à cette fin : « Nous proposons de nous rencontrer, partout en France, dès le 24 janvier, pour tracer un nouveau chemin. Pour que le changement soit possible. Des rencontres partout en France, connectées, pour échanger et inventer ensemble le projet et la stratégie à même mettre un coup d'arrêt à l'avancée de la droite et de l'extrême droite. Et de redonner des couleurs, de la saveur et du tranchant aux valeurs d'égalité et de liberté, d'une gauche porteuse d'une véritable alternative au libéralisme. »

Les échéances électorales

Nous avons relaté ici même les tensions et parfois les conflits ouverts apparus entre le Parti communiste et la plupart des autres composantes du Front de gauche à propos des élections municipales⁹. Les communistes,

8. Citation de l'exposé de Marie-Pierre Vieu sur le processus des Assises à l'assemblée du 7 décembre.

9. Voir notamment : Louis Weber, « Front de gauche. Refondation ? Nouveau départ ? », *Savoir/agir*, n°28, juin 2014.

notamment à Paris, ont préféré se présenter sur des listes conduites par le Parti socialiste alors que le Parti de gauche mais aussi Ensemble auraient voulu partout des listes « autonomes » du Front de gauche. À vrai dire, les clivages n'étaient pas aussi simples. Les listes autonomes ont en effet été les plus nombreuses. Les exceptions ont existé de tous côtés. À Grenoble, en effet, c'est le Parti de gauche qui a préféré se présenter sur une liste conduite par les Verts, pourtant à l'époque encore solides alliés des socialistes au plan national. À Montpellier, c'est un des fondateurs du Parti de gauche qui s'est empressé d'accepter la vice-présidence de l'agglomération, présidée par le maire « dissident socialiste » plutôt droitier de la ville-métropole¹⁰.

Bien que des listes communes aient finalement pu être présentées pour les européennes, les joutes, heureusement verbales seulement, de l'été avaient mis en évidence des « tensions faisant craindre, à juste titre, un éclatement possible. »¹¹

Où en est-on aujourd'hui ? Les cantonales de 2015 auront lieu les 22 et 29 mars 2015 partout dans le pays, ce qui est une première. Jusqu'ici, les conseils généraux étaient en effet renouvelés par moitié tous les trois ans. La loi du 17 mai 2013 change complètement cette procédure : « Dans chaque canton seront élus non plus un mais deux conseillers, se présentant en binôme composé d'un candidat de chaque sexe. Conséquence de ce mode de scrutin inédit : la division de presque la moitié

du nombre de cantons, ce qui va entraîner une refonte globale de la carte des cantons. C'est une nouvelle géographie électorale qui va en émerger »¹². Au sein du Front de gauche, le grand écart autour de l'autonomie par rapport au Parti socialiste ne devrait pas se reproduire. Pour le Parti communiste en effet, « dans le plus grand nombre possible de cantons, il s'agit de créer des rassemblements contre les politiques austéritaires et, dans aucun cas, cela ne peut se faire avec des soutiens locaux de ces politiques. Il n'y aura pas d'alliance avec des représentants locaux des politiques menées par le gouvernement »¹³.

Les instances des composantes du Front de gauche se sont toutes prononcées dans le même sens, y compris pour l'adoption d'une déclaration politique commune au plan national. Ce texte n'est cependant pas encore entièrement rédigé au moment où cet article est rédigé. Pour Ingrid Hayes (Ensemble) qui a présenté la question au cours de l'assemblée générale du 7 décembre, « nous y travaillons encore, mais nous ne sommes pas loin d'aboutir ».

Sur le fond, bien sûr, les points d'accord sont nombreux : pour caractériser le contexte politique et les risques que portent en elles les prochaines échéances électorales ; pour dénoncer l'aggravation de la politique libérale et répressive du gouvernement, politique qui divise et décourage le monde du travail, les classes populaires, la jeunesse ; pour constater que la droite qui, sans avoir en rien résolu sa crise interne, cherche à se placer en position

10. Voir : <http://leblogderenerevol.wordpress.com/2014/04/>

11. Louis Weber, « Front de gauche. Refondation ? Relance ? », art.cit.

12. « Élections locales : le Conseil constitutionnel valide le mode de scrutin paritaire », *lemonde.fr*, 16 mai 2013.

13. Déclaration du porte-parole du parti, Olivier Dartigolles, *La Marseillaise*, 17 octobre 2014.

offensive ; sur une extrême droite qui a le vent en poupe et qui se nourrit des injustices et des inégalités secrétées par les politiques nationales et européennes, dans notre pays mais aussi partout en Europe, etc.

À partir de là, et pour ne pas en rester à la dénonciation passive, il y a accord aussi sur « la nécessité vitale, dans un tel contexte, de faire émerger une véritable alternative sociale, écologique, pour que le Parti socialiste n'enterre pas avec lui le mouvement ouvrier, l'espoir d'une transformation radicale, d'une issue progressiste à la crise générale dans laquelle nous sommes plongés »¹⁴.

Restent tout de même deux points en discussion (en plus clair : sur lesquels l'accord ne s'est pas encore fait) : la question du second tour (concrètement, désistement systématique à gauche ou non) ; le label commun (le texte et le label Front de gauche sont-ils réservés aux situations où toutes les composantes du Front de gauche sont d'accord localement ou leur fonction est-elle d'abord d'assurer la cohérence nationale, en laissant la porte ouverte à des configurations cantonales ou départementales plus variées, incluant par exemple des forces comme les Verts ?)

Où on retrouve des questions familiaires, sur lesquelles se sont focalisés certains des conflits à propos des récentes municipales. Pour Ingrid Hayes, « il reste peu de temps pour régler ces derniers points, mais tout le monde a, semble-t-il, la volonté d'aboutir ».

Par nature, les élections départementales ne sont pas une échéance qui se prête particulièrement aux débats

et donc aux choix politiques. On peut même craindre une abstention encore plus forte qu'à l'ordinaire. Cette fois, pourtant, l'enjeu est aussi celui de la réforme territoriale¹⁵, dont l'objectif général est d'introduire davantage de concurrence entre les territoires, et, par conséquent, de les rendre plus « compétitifs », au détriment de leurs missions d'intérêt général.

Comment mobiliser les électeurs dans ces conditions ? La question est quasi vitale pour le Front de gauche, après les déceptions des municipales et des européennes. Pour l'instant, l'énoncé de la stratégie n'a pas changé. Ce qui est recherché aujourd'hui comme hier, c'est « l'implication citoyenne ». C'est pourquoi le « Front de gauche invite à la constitution d'assemblées citoyennes au niveau des cantons, pour discuter et décider du contenu des propositions et des candidatures. C'est une conception de l'implication citoyenne qui prépare l'avenir ». Ce qui est peut-être nouveau, c'est de voir ce mot d'ordre somme toute rituel au plan national, repris au niveau départemental. C'est-à-dire là où tout se joue de façon concrète ! ■

14. Extrait de la présentation faite par Ingrid Hayes à l'assemblée du 7 décembre.

15. Pour une analyse plus complète de l'ensemble des textes relevant de la réforme territoriale, on pourra se reporter à une brochure éditée par le Parti de gauche, disponible sur : https://www.lepartidegauche.fr/system/documents/8pterritoirecath_HD.pdf